

La N-VA en voie de belgicisation

Le Mouvement nationaliste flamand s'inquiète ouvertement de la loyauté affichée par De Wever et les siens à l'égard du système belge. Il met la pression sur des dossiers imminents et réclame une campagne pour l'indépendance de la Flandre en 2019. Voilà pourquoi la N-VA est nerveuse...

Par **Olivier Mouton**

Le gouvernement fédéral de Charles Michel doit y être attentif: la température nationaliste remonte d'un cran au nord du pays. Au moment de l'entrée de la N-VA au sein de la majorité, le 11 octobre 2014, le Mouvement flamand s'inquiétait déjà d'un risque de « belgicisation » accélérée du parti qui le représente politiquement. Cinq mois plus tard, son appréhension se confirme: la N-VA s'est loyalement intégrée dans les institutions belges, jouant le jeu voulu par le MR et respectant les bonnes pratiques de la rue de la Loi. Voilà pourquoi les langues radicales se délient désormais, pour mettre la pression sur le parti de Bart De Wever.

« La N-VA se comporte de manière très conventionnelle dans un gouvernement belge, ironise Pieter Bauwens, rédacteur en chef de *Doorbraak*, le magazine relais du Mouvement flamand. Il est remarquable de voir comment ses ministres se sont coulés rapidement dans le moule. Nous observons avec une certaine circonspection notre parti défendre la monarchie et le système en place. Nous nous demandons comment le chemin actuel nous mènera vers davantage d'autonomie et vers le confédéralisme. Jusqu'où la N-VA va-t-elle s'éloigner de l'article 1 de ses statuts ? »

Des « courbettes au roi »

Pour ceux qui l'auraient oublié, l'article premier de la charte de la N-VA affirme ce qui suit: « Dans sa quête d'une meilleure gestion et d'une meilleure démocratie, la N-VA choisit logiquement une République de Flandre indépendante, Etat membre de l'Union européenne. » « On en arrive à se demander si la N-VA est fiable, prolonge Pieter Bauwens. On a souvent dit d'elle qu'elle avait du caractère et qu'elle refusait le compromis. Ce à quoi l'on assiste aujourd'hui montre que ce n'est pas le cas. Le Mouvement flamand commence à considérer qu'elle va trop loin... »

« Il est encore un peu tôt pour juger définitivement l'attitude de la N-VA, analyse Bart Maddens, politologue à la KUL, inspirateur assumé du mouvement nationaliste. Mais il y a effectivement des signaux montrant qu'elle est très loyale par rapport au système. Siegfried Bracke, par exemple, n'était pas obligé de tenir le discours dans lequel il a défendu la monarchie à l'occasion de la fête du Roi. La N-VA pose très peu de questions communautaires au Parlement. Bart De Wever lui-même n'a parlé que de socio-économique et de sécurité lors de sa réception de Nouvel An. Et lors des négociations, le parti n'avait déjà pas fait de l'article 195 de la Constitution (*NDLR: qui détermine les modalités d'une révision de la Constitution*) un point de rupture. »

« Bien sûr, prolonge-t-il, à côté de cela, il y a d'autres signaux, comme la nomination de Peter De Roover en tant que trésorier de la N-VA. Ce nationaliste radical, qui a amené la notion de séparatisme avec Jan Jambon au début des années 1990, occupe désormais une fonction-clé au sommet du parti. Cela montre que les nationalistes ne sont pas désarmés. Mais de leur point de vue, sans doute, la liste des acquis est trop courte pour les rassurer. »

L'exaspération des nationalistes croît d'autant plus que les libéraux francophones se félicitent chaque jour davantage de la loyauté irréfutable des excellences N-VA. « Si tous

les vice-Premiers pouvaient être comme Jan Jambon », dit à qui veut l'entendre le Premier ministre. Hyperactif, le gouvernement fédéral éclipse l'action de son homologue régional flamand, présidé par Geert Bourgeois, renforçant l'image d'une Belgique forte. Quant aux courbettes des pontes nationalistes face à la monarchie, elles se multiplient, depuis la défense de la Belgique à Davos par Geert Bourgeois, saluée par le roi, jusqu'aux déclarations récentes du président de la Chambre Siegfried Bracke affirmant que « le courant passe bien » avec Philippe.

Au sein du Mouvement nationaliste, on s'étrangle. Et on confie ne pas avoir été assez conscient de l'impact de cette participation. « Ce gouvernement fait du mal aux gens, résume Pieter Bauwens. Tout le monde dit que c'est ce qu'il faut faire. Mais bien des électeurs de la N-VA commencent

••• à se demander: est-ce pour cela que nous avons voté? Un gouvernement sans la N-VA aurait-il pris d'autres décisions? » Une position d'autant plus inconfortable à tenir que le CD&V distille un discours quasiment d'opposition au sein de la suédoise, dans l'espoir de reconquérir une part de son électorat centriste qui l'a déserté pour le parti nationaliste. Lors des élections de mai 2014, un vase communicant à somme nulle a eu lieu entre ces deux partis, raison pour laquelle ils sont désormais à couteaux tirés.

« Une stratégie inopérante pour 2019 »

Il ne faut pas s'y tromper, pourtant : les radicaux du nationalisme flamand ont approuvé l'entrée en force de la N-VA au gouvernement fédéral, et ce même si les drapeaux au lion flamand ont déserté pour l'heure les meetings du parti. En occupant des fonctions-clés – Intérieur, Finances, Fonction publique, Défense... –, elle dispose, à ses yeux, de la possibilité de miner le système de l'intérieur. Bart De Wever avait en outre réussi à convaincre sa base de l'opportunité historique que représentait la suédoise : mettre enfin le PS dans l'opposition après vingt-cinq années ininterrompues au pouvoir permettrait de mener une politique cohérente, à droite toute, sur le plan socio-économique et sociétal. Avec, en tête, une stratégie à peine cachée : l'irritation des socialistes francophones serait à ce point forte qu'ils demanderaient eux-mêmes une nouvelle rupture institutionnelle en 2019, au plus tard.

« Beaucoup de nationalistes flamands croient à ce master plan, souligne Bart

Maddens. La question est : est-ce réaliste ? A court terme, je ne crois pas. Le PS ne joue pas pour l'instant la carte communautaire, il est prudent car il sait qu'il risquerait de tomber dans le piège de la N-VA en adoptant un profil radical wallon. Par ailleurs, la politique de ce gouvernement n'est pas en rupture complète avec celle de la tripartite précédente, son caractère de droite est mis sous la pression de la concertation sociale et n'est certainement pas de nature à rendre le PS demandeur. Cette stratégie ne devrait donc pas fonctionner pour 2019. Sera-ce le cas en 2024 ou 2029, si une coalition similaire reste au pouvoir, forçant le PS à devenir plus régionaliste ? J'ai coutume de dire que les partis qui renvoient leur idéal au long terme l'enterrent dans un cimetière. »

Au plus haut niveau des instances socialistes francophones, singulièrement proches de la FGFB, on confie d'ailleurs « off the record » ne pas vouloir entrer dans cette logique, même si les nerfs sont soumis à rude épreuve. « Le gouvernement Michel fait du communautaire à travers le socio-économique. Toutes les décisions prises en matière de chômage ou de pension le sont dans l'intérêt de la Flandre, qui sera davantage heurtée de front par le vieillissement de la population. Mais on ne peut pas le dire trop fort, sous peine de faire le jeu de la N-VA... »

L'enjeu du Stade national

Très concrètement, le Mouvement flamand attend désormais des gages de confiance de la part des troupes de Bart De Wever. « L'épreuve de vérité approche pour la N-VA, clame Pieter Bauwens. La Volksunie avait certes déjà participé à

des majorités fédérales, mais elle ne faisait que l'appoint pour obtenir des réformes de l'Etat. Cette fois, la N-VA est le plus grand parti de la majorité et elle a gagné les élections en attaquant le système. A elle de montrer qu'elle peut respecter ses engagements... »

Plusieurs dossiers concrets sont en ligne de mire, dont le bras de fer budgétaire de ce mois de mars entre le fédéral et les entités fédérées, qui doit répartir l'effort à réaliser pour respecter la trajectoire budgétaire européenne, ou les accords de collaboration pour l'exécution de la sixième réforme de l'Etat, dont la tant honnie communauté métropolitaine de Bruxelles. Symboliquement, la construction annoncée d'un Stade national sur le parking C du Heysel en vue de l'Euro 2020 pourrait aussi subir les affres d'un premier raidissement nationaliste. Robrecht Vermeulen, président de la Coupole des organisations nationalistes flamandes (OVV), a déjà appelé le gouvernement flamand à s'opposer de toutes ses forces à cet « élargissement de Bruxelles sur le territoire flamand ». La crainte paranoïaque de la tache d'huile francophone demeure, en dépit de la scission désormais acquise de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde.

Le Vif/L'Express a demandé à la N-VA sa ligne de conduite sur chacun de ces dossiers concrets, mais son état-major a refusé de nous répondre, un boycott général ayant été décrété par les nationalistes à l'égard de notre rédaction (*lire l'encadré ci-contre*).

La pression du Vlaams Belang

« La N-VA est devenu un très grand parti, une maison avec beaucoup de chambres, analyse Bart Maddens. Il y a plusieurs tendances en son sein. Certains ont peu de choses à voir avec le nationalisme comme la députée Annick De Ridder ou d'autres transfuges de l'Open VLD, voire l'ancien journaliste de la VRT Siegfried Bracke... Ceux qui viennent de la Volksunie sont davantage progressistes que ceux du Vlaams Belang. Pour l'instant, cette coalition hétérogène tient par le soutien à la politique "du changement" de centre-droit et l'obsession de gouverner sans les socialistes. Les nationalistes convaincus restent, eux, persuadés que la direction du parti a en tête un master plan pour aller vers le confédéralisme. »

Si le malaise venait à grandir, cette grande maison pourrait être chamboulée. « La pression sur la N-VA pourrait venir ces prochains mois du Vlaams Belang. Il est certes devenu un parti très marginal avec 5,9 % des voix, mais il reste un acteur politique significatif, bien organisé, qui dispose de pas mal de moyens. Pour la N-VA, il existe toujours le risque que des électeurs radicaux, déçus, retournent vers le Vlaams Belang et lui fassent perdre quelque 5 % de ses voix. » Aux dernières élections, la N-VA avait littéralement siphonné l'extrême droite en lui volant quelque 180 000 électeurs !

« La N-VA et le Mouvement flamand sont des alliés objectifs, souligne Pieter Bauwens. Qu'est-ce qui nous empêcherait de mener ensemble une grande campagne pour faire de l'indépendance un thème majeur du scrutin de 2019 ? » En Catalogne, la mise en avant de ce thème comme enjeu électoral a permis de faire monter considérablement le pourcentage des partisans d'une telle option, de 14,9 % en 2006 à 47 % en 2013. La N-VA pourrait-elle s'engager dans cette voie ? Peu probable, pour l'instant du moins. Le vice-Premier ministre Jan Jambon avait confié lors d'une réunion avec des étudiants nationalistes l'existence de « cahiers Atoma secrets » reprenant les futurs articles de la Constitution à réviser, avant de se rétracter, évoquant une « blague ». Loyauté oblige...

« Le moment de vérité arrivera en 2019, conclut Bart Maddens. La question se posera alors de savoir si la N-VA fera d'une nouvelle réforme de l'Etat vers le confédéralisme un point de rupture, après avoir été loyale durant cinq ans, ou si elle veillera d'abord à éviter un come-back du PS au pouvoir pour éviter tout retour en arrière. On verra alors vraiment si elle est restée nationaliste ou si elle s'est définitivement intégrée au système. » En attendant, les moments de nervosité, les « blagues » provocatrices et autres tensions intra-flamandes avec le CD&V risquent de se multiplier... La N-VA devra donner des gages à ses radicaux. ● O. M.

LA N-VA BOYCOTTE LE VIF/ L'EXPRESS

Contactée dans le cadre de ce dossier, la N-VA a refusé catégoriquement de répondre aux questions du Vif/ L'Express. Sa direction a décrété un boycott généralisé à l'égard de notre rédaction.

Il a toujours été difficile, pour les médias francophones, de travailler avec le parti nationaliste. Depuis la mi-décembre, c'est devenu tout simplement impossible pour Le Vif/ L'Express, privant ses 400 000 lecteurs de toute information émanant d'un parti qui occupe des postes-clés au sein du gouvernement fédéral.

Il s'agit de représailles à la publication d'un article dans notre édition du 19 décembre dernier. Le vendredi 12 décembre 2014, un journaliste free-lance avait assisté, sous son propre nom, à une réunion à huis clos de la N-VA à Anvers, au cours de laquelle son président Bart De Wever avait notamment affirmé que le CD&V était « un problème ». La N-VA a contesté cette pratique journalistique, sans toutefois déposer la moindre plainte devant le Conseil de déontologie comme elle en avait le droit.

Depuis, toute demande de contact avec des représentants de la N-VA ont été refusées, notamment une demande d'interview du vice-Premier ministre Jan Jambon au lendemain des attentats de Paris et une autre du ministre des Finances Johan Van Overtveldt. Quant au parti lui-même, il nous boycotte ouvertement. ●

La rédaction